



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté  
et de la légalité**

Bureau de la réglementation  
et des élections

**Arrêté de prescriptions complémentaires  
portant modification de l'autorisation dont bénéficie la société EPUR CENTRE pour les installations  
qu'elle exploite sur la commune de Digoin**

N° DCL - BRENV - 2023 - 122 - 1

**LE PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE**  
Chevalier de la légion d'honneur  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, L.513-1, L.516-1, R.181-45, R.181-46, R.513-1, R.516-1 et R.516-2 ;

Vu les articles R. 211-11-1 à R. 211-11-3 du titre I du livre II du code de l'environnement relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu la nomenclature des installations classées (ICPE) ;

Vu le décret n°2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R. 212-10, R. 212-11 et R. 212-18 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment les articles 33 à 35 ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2710-1 (Installations de collecte de déchets dangereux apportés par leur producteur initial), notamment le §5.3 de l'annexe I ;

Vu l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 fixant la liste des installations classées soumises à l'obligation de constitution des garanties financières ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux

souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-1 (installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules terrestres hors d'usage) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article 31 ;

Vu l'arrêté ministériel « RSDE » du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R. 543-297 du code de l'environnement relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712-3 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article 16 ;

Vu l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° [...] 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) [...] de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article 31 ;

Vu l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), [...] ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, notamment le §5.3 de l'annexe I ;

Vu l'arrêté ministériel « coquilles » du 25 juin 2018 modifiant une série d'arrêtés ministériels relatifs à certaines catégories d'installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n°05/3819/2-3 du 8 décembre 2005 autorisant la société EPUR CENTRE à exploiter une unité de transit, de regroupement et de tri de déchets sur le territoire de la commune de Digoïn ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2012297-0007 de prescriptions complémentaires du 23 octobre 2012 délivrés à la Société EPUR CENTRE EST pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Digoïn ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014023-0001 de prescriptions complémentaires du 23 janvier 2014 de mise à jour du tableau listant les rubriques de la nomenclature des installations classées correspondant aux activités de la Société EPUR CENTRE EST pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Digoïn ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2014191-0014 de prescriptions complémentaires du 10 juillet 2014 relatif aux obligations de garanties financières de la Société EPUR CENTRE EST pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Digoïn ;

Vu l'arrêté de prescriptions complémentaires n° DCL-BRENV-2018-3-1 du 3 janvier 2018 d'agrément « Centre VHU » délivré à la Société EPUR CENTRE EST pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Digoïn ;

Vu le courrier du 27 novembre 2013 de la société EPUR CENTRE donnant des précisions sur l'activité de « centre VHU » exercée dans son établissement de Digoïn ;

Vu la demande de bénéfice des droits acquis transmise par courrier du 27 février 2019 suite à la parution du décret n°2018-458 du 6 juin 2018 susvisé ;

Vu les propositions de mise à jour du calcul du montant des garanties financières faites par la société EPUR CENTRE par courrier du 5 avril 2019 ;

Vu le dossier de porter à connaissance relatif à la diminution de l'activité de collecte, tri, transit, regroupement de déchets dangereux déposé le 27 août 2020 en préfecture ;

Vu le rapport du 7 décembre 2022 de l'inspection des installations classées suite à la visite d'inspection du 02 novembre 2022 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques émis en séance du 21 mars 2023 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant ;

Considérant l'évolution de la réglementation depuis la délivrance de l'arrêté d'autorisation susmentionné, notamment de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant s'est fait connaître du préfet dans l'année suivant la publication du décret qui a modifié la nomenclature des installations classées en transmettant les renseignements précisés à l'article R.513.1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'exploitant peut bénéficier des droits acquis pour l'entreposage, la dépollution, le démontage ou le découpage des bateaux hors d'usages pour une superficie de 100 m<sup>2</sup>, et non de 500 m<sup>2</sup> ;

Considérant, en conséquence, que l'exploitant est :

- non classé pour l'entreposage (rubrique 2712-3a), car inférieur la superficie dédiée à l'activité est inférieure à 150 m<sup>2</sup>,
- soumis à enregistrement (avec droit d'antériorité) pour la dépollution (rubrique 2712-3b).

Considérant que la société EPUR CENTRE n'a jamais déclaré d'activité d'entreposage, de dépollution, de démontage ou de découpage d'autres véhicules hors d'usages que les VHU terrestres ou les bateaux hors d'usages et, par conséquent, que l'établissement ne peut pas bénéficier de l'antériorité au titre de la rubrique 2712-2 de la nomenclature.

Considérant que la diminution de la quantité maximale de déchets dangereux présente à un instant t de 52 à 49 tonnes, relative à l'activité de tri/transit/regroupement de déchets dangereux relevant des rubriques 2718 et 3550 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant que cette diminution fait passer l'établissement sous le seuil de la rubrique 3550 de la nomenclature des installations classées, fixé à plus de 50 tonnes ;

Considérant que l'établissement ne comporte plus d'installations visées à l'annexe I de la Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 sur les émissions industrielles au titre de la rubrique 3550 (qui est également la rubrique principale) ;

Considérant que le tableau des rubriques et des activités autorisées nécessitent d'être mis à jour au regard des différentes modifications intervenues ;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer les paramètres et valeurs limites de rejets de l'établissement ;

Considérant que la détermination des valeurs limites d'émission applicables au site sont liées à la compatibilité des rejets avec le cours d'eau final récepteur ;

Considérant l'enjeu particulier du bon état de la masse d'eau réceptrice finale ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires, dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Après communication à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires ;

Sur proposition de madame la secrétaire générale de la préfecture du département de Saône-et-Loire ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1 : IDENTIFICATION**

La société EPUR CENTRE dont le siège social est situé 135 RUE Lavoisier – 71 000 Mâcon, autorisée à exploiter sur le territoire de la commune de Digoin, au Parc d'activité des blattiers, des installations de regroupement, tri et traitement de déchets non dangereux et dangereux, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté en plus de celles des actes antérieurs non abrogés.



## **ARTICLE 2 : MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS**

Les prescriptions suivantes sont modifiées ou abrogées ou remplacées par le présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des titres, chapitres, articles dont les prescriptions sont abrogées, modifiées et/ou complétées	Nature des modifications
Arrêté préfectoral n°2014023-0001 du 23 janvier 2014 portant prescriptions complémentaires relatives à la mise à jour du tableau de rubriques	Toutes prescriptions	Abrogation
Arrêté préfectoral n° 2014191-0014 du 10 juillet 2014 portant prescriptions complémentaires relatives à la mise en œuvre des garanties financières	Toutes prescriptions	Abrogation
Arrêté préfectoral n° 2012297-0007 portant prescriptions complémentaires relatives à la mise à jour des prescriptions	Prescriptions de l'article 1.2.1	Tableau des rubriques remplacé par tableau de rubrique de l'article 3 du présent arrêté
	Prescriptions de l'article 1.6.2	Prescriptions remplacées par les prescriptions de l'article 5 du présent arrêté
	Prescriptions des articles 4.3.1 et 4.3.5	Prescriptions remplacées par les prescriptions de l'article 4.1 du présent arrêté
	Prescriptions de l'article 4.3.11	Prescriptions remplacées par les prescriptions de l'article 4.2 du présent arrêté
	Prescriptions de l'article 9.2.2.1	Prescriptions remplacées par les prescriptions de l'article 4.3 du présent arrêté
	Annexe	Annexe remplacé par annexes 1 et 2 du présent arrêté

## **ARTICLE 3 : NATURE DES INSTALLATIONS**

L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012297-0007 du 23 octobre 2012 est modifié comme suit :

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Régime
2718-1	<p><b>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques <u>2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792, et 2793.</u></b></p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t [...]</p>	<p><b>Quantité maximale de 49 tonnes</b></p>	A

Rubrique	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé	Régime
2791-1	<p><b>Installation de traitement de déchets non dangereux</b>, à l'exclusion des installations visées aux rubriques <u>2515</u>, <u>2711</u>, <u>2713</u>, <u>2714</u>, <u>2716</u>, <u>2720</u>, <u>2760</u>, <u>2771</u>, <u>2780</u>, <u>2781</u>, <u>2782</u>, <u>2794</u>, <u>2795</u> et <u>2971</u>.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/j.</p>	<p>Installations de compactage et de cisaillage de métaux et de déchets de métaux et de découpe au chalumeau</p> <p><b>50 tonnes/jour</b></p>	A
2712-1	<p><b>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage</b>, à l'exclusion des installations visées à la rubrique <u>2719</u>.</p> <p>1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m<sup>2</sup>.</p>	<b>500 m<sup>2</sup></b>	E
2712-3	<p><b>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage</b>, à l'exclusion des installations visées à la rubrique <u>2719</u>.</p> <p>3. Dans le cas de déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport tels que définis à l'article R. 543-297 du code de l'environnement :</p> <p>b) Pour la dépollution, le démontage ou la découpe.</p>	<b>100 m<sup>2</sup></b>	E
2713-1	<p><b>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux</b>, à l'exclusion des installations visées aux rubriques <u>2710</u>, <u>2711</u>, <u>2712</u> et <u>2719</u>.</p> <p>La surface étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 m<sup>2</sup>.</p>	<b>6 500 m<sup>2</sup></b>	E
2714-1	<p><b>Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois</b>, à l'exclusion des installations visées aux rubriques <u>2710</u>, <u>2711</u> et <u>2719</u>.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup>.</p>	<b>1 600 m<sup>3</sup></b>	E
2710-2	<p><b>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets</b>, à l'exclusion des installations visées à la rubrique <u>2719</u>.</p> <p>2. Dans le cas de déchets non dangereux, le volume de déchets susceptible d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 300 m<sup>3</sup>.</p>	<b>950 m<sup>3</sup></b>	E
2710-1b	<p><b>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets</b>, à l'exclusion des installations visées à la rubrique <u>2719</u>.</p> <p>1. Collecte de déchets dangereux :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t.</p>	<b>2,5 tonnes</b>	DC
2711-2	<p><b>Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques</b>, à l'exclusion des installations visées par la rubrique <u>2719</u>.</p> <p>Le volume susceptible d'être entreposé étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>.</p>	<b>150 m<sup>3</sup></b>	DC
2716	<p><b>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux non inertes</b> à l'exclusion des installations visées aux rubriques <u>2710</u>, <u>2711</u>, <u>2712</u>, <u>2713</u>, <u>2714</u>, <u>2715</u> et <u>2719</u> et des stockages en vue d'épandages de boues issues du traitement des eaux usées mentionnés à la rubrique 2.1.3.0. de la nomenclature annexée à l'article R. 214-1.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m<sup>3</sup>.</p>	<b>800 m<sup>3</sup></b>	DC

A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), C (soumis au contrôle périodique prévu par l'article

L 512-11 du CE)

Unités du Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Les installations ci-dessus sont reprises sur le plan joint en annexe 1.

## **ARTICLE 4 : REJETS AQUEUX**

### **ARTICLE 4.1 Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu**

Les articles 4.3.1 et 4.3.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012297-0007 du 23 octobre 2012 sont remplacés par les articles 4.3.1 et 4.3.5 ci-dessous :

#### **« ARTICLE 4.3.1 – Points de rejet**

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux exclusivement pluviales et non susceptibles d'être polluées (toitures) (EP 1) ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voiries) (EP 2) ;
- les eaux domestiques (ED) ;
- les eaux industrielles (lavage de la partie extérieure des véhicules de collecte de déchets non dangereux) (EU1b) ;
- les eaux de cuvettes de rétention (EC). »

#### **« ARTICLE 4.3.5 – Localisation des points de rejet**

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet externe(s) qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° EP 1
Coordonnées en Lambert 93	X : 777 563 ; Y : 6 599 001
Nature des effluents	Eaux exclusivement pluviales et non susceptibles d'être polluées (toitures)
Exutoire du rejet	Fossé adjacent au site
Traitement avant rejet	Aucun
Milieu naturel récepteur	Cours d'eau « La Bourbince » – Code masse d'eau : K13-0300
Conditions de raccordement	Néant

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° EP 2
Coordonnées en Lambert 93	X : 777 408 ; Y : 6 599 004
Nature des effluents	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées (voiries)
Exutoire du rejet	Fossé adjacent au site
Traitement avant rejet	Décanteur / Séparateur hydrocarbure avec obturateur automatique
Milieu naturel récepteur	Cours d'eau « La Bourbince » - Code masse d'eau : K13-0300 QMNA5 : 1000 l/s (déterminé en date du 23/11/2021).
Conditions de raccordement	Néant

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° ED
Nature des effluents	Eaux domestiques
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement communal
Station de traitement collective	Station d'épuration de Digoin
Conditions de raccordement	Convention de rejet



Point de rejet interne à l'établissement	N° : EU 1b
Nature des effluents	Eaux provenant de l'installation de lavage
Exutoire du rejet	réseau eaux pluviales EP 2
Traitement avant rejet	via le décanteur/séparateur d'hydrocarbure positionné au niveau du rejet EP 2

Le schéma de principe des réseaux est présent sur le plan en annexe 2 au présent arrêté.

**Définitions** / Au titre du présent arrêté on entend par :

- QMNA : le débit (Q) mensuel (M) minimal (N) de chaque année civile (A). Il s'agit du débit d'étiage d'un cours d'eau.
- QMNA5 : la valeur du QMNA telle qu'elle ne se produit qu'une année sur cinq. »

## ARTICLE 4.2 – Valeurs limites d'émission

L'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012297-0007 du 23 octobre 2012 est remplacé par l'article 4.3.11 ci-dessous.

### « Article 4.3.11 Valeurs limites d'émission

#### Article 4.3.11.1 généralités

##### a) Compatibilité avec les objectifs de qualité du milieu

Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

Les valeurs limites d'émissions prescrites permettent le respect, dans le milieu, des normes de qualité environnementales.

##### b) Substances dangereuses

Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et visées à l'article 4.3.11.2 par (\*), la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur.

Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation.

Cette exemption ne pourra être retenue par l'inspection des installations classées dans le cas où le milieu de rejet est différent du milieu de prélèvement : il appartiendra à l'exploitant de faire en sorte de limiter au maximum le transfert de pollution.

#### Article 4.3.11.2 – Valeurs limites d'émission

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définie :

#### Référence du rejet vers le milieu récepteur : Rejets EU 1b, EP 1 et EP 2

Paramètre	Valeur
Température (°C)	< 30 °C
pH	Compris entre 5,5 et 8,5
couleur	Modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

Paramètres	Code SANDRE	Concentration journalière maximale (mg/l)	
		EP 2 et EU 1b	EP 1
MES	1305	35	35
DBO5	1313	30	30
DCO	1314	125	125
Azote	1551	30	
Phosphore	1350	10	
Indice phénols	1440	0,3	
Cyanures libres	1390	0,1	
Plomb	1382	0,1	
Cuivre	1392	0,15	
Chrome VI	1371	0,05	
Chrome	1389	0,1	
Nickel	1386	0,2	
Zinc	1383	0,8	
Etain	1380	2	
Manganèse	1394	1	
Métaux totaux(**)	8095	15	
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	1106	1	
Fer + Aluminium	7714	5	
Hydrocarbures totaux	7009	5	
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	7073	15	
Cadmium (*)	1388	0,025	
Mercuré (*)	1387	0,025	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (*)	1117	0,025	
Benzo(a)pyrène (*)	1115		
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène (*)	5535		
Somme Benzo(g,h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène (*)	5536		
Arsenic	1369	0,025	
Dichlorométhane	1168	0,1	

(\*\*) Métaux totaux : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al

#### Article 4.3.11.3 – Caractéristiques des rejets externes

Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.

Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.

Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.

Les résultats des mesures sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.



Ils sont accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. »

#### ARTICLE 4.3 – Surveillance des rejets aqueux

L'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012297-0007 du 23 octobre 2012 est remplacé par l'article 9.2.2.1 ci-dessous.

##### « Article 9.2.2.1 – autosurveillance des rejets aqueux

###### a) Généralités :

Les méthodes utilisées sont les méthodes de référence en vigueur. Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.

Lorsque des méthodes autres que des méthodes de référence sont utilisées, des mesures de contrôle et d'étalonnage sont réalisées périodiquement, à une fréquence fixée en accord avec l'inspection des installations classées, par un organisme extérieur compétent.

###### b) Autosurveillance des rejets EU 1b et EP 2 :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets dans l'eau définissant la périodicité et la nature des contrôles. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Type de suivi	Périodicité de la mesure(***)	Fréquence de transmission (***)
Température, pH et Débit	Instantané	S	A
MES, DBO5, DCO, Indice phénols, Cyanures libres, Plomb, Cuivre, Chrome VI, Chrome, Nickel, Zinc, Etain, Manganèse, AOX, Fer + Aluminium, Mercure (*), Arsenic, Cadmium (*), Métaux totaux (**), Hydrocarbures totaux, Ion fluorure	voir article 4.3.11.3 du présent arrêté	S (un des prélèvements a lieu pendant l'utilisation de la station de lavage)	A
Azote global, Phosphore total, Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) (*), Benzo(a)pyrène (*), Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène (*), Somme Benzo(g,h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène (*), Dichlorométhane		A	A

(\*\*) Métaux totaux : As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn

(\*\*\*) M : Mensuel / S : Semestriel / A : Annuel »

## **ARTICLE 5 : GARANTIES FINANCIÈRES**

L'article 1.6.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012297-0007 du 23 octobre 2012 est remplacé par les articles 1.6.2 suivants et les articles 1.6.3 à 1.6.6 ci-dessous sont ajoutés à l'arrêté préfectoral complémentaire n°2012297-0007 du 23 octobre 2012 :

### **« ARTICLE 1.6.2 - MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Le montant total des garanties financières établi selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 est de 95 204 euros TTC. L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est celui en vigueur en septembre 2022 soit 128,4.

### **ARTICLE 1.6.3 - CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Sans préjudice des dispositions prévues aux articles L.516-1, L.516-2 et L.512-18 du code de l'environnement, l'obligation de constitution de garanties financières ne s'applique pas aux installations mentionnées au 5° lorsque le montant de ces garanties financières, établi en application de l'arrêté mentionné au 5° du IV de l'article R. 516-2, est inférieur à 100 000 €.

### **ARTICLE 1.6.4 - ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- a minima tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent cette augmentation.

### **ARTICLE 1.6.5 - MODIFICATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement des conditions d'exploitation pouvant conduire à une modification du montant des garanties financières.

### **ARTICLE 1.6.6 - QUANTITÉS MAXIMALES DE DÉCHETS PRÉSENTS SUR SITE**

En regard du montant des garanties financières proposées par l'exploitant et fixées par l'article 1.6.2 du présent arrêté, les quantités maximales de déchets présents sur le site ne doivent pas dépasser les valeurs ci-dessous :

<b>Nature des déchets</b>	<b>Quantité en tonnes</b>
Filtres à huiles	8,5
Emballages vides souillés	10
Amiante lié à des matériaux inertes	1
Liquide de refroidissement	1
Boues de résines et vernis	5
Liquide aqueux non chloré	1,5
Solides chlorés	0,25
Solides non chlorés	1,5
Huiles solubles	0,1
Hydrocarbures usagés	1
Aérosols	0,25
Autres DTQD (toxiques)	0,25
Pots peintures	0,7
Solvant	0,5
Acides/bases	1
Débris de meules	3

Nature des déchets	Quantité en tonnes
Boues de rectification	4
Boues de peinture	4
Bois	40
DIB en mélange	50

Les quantités de déchets fixées ci-dessus sont issues du calcul fourni par l'exploitant. »

## **ARTICLE 6 : PUBLICITÉ**

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Digoin peut y être consultée.
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois.
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de Saône-et-Loire.
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Saône-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est notifié à la société EPUR CENTRE.

## **ARTICLE 7 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

En application des articles L. 181-17 et R. 181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

La décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

## **ARTICLE 8 : EXÉCUTION – AMPLIATION**

La secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection de l'environnement, le maire de la commune de Digoin et les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

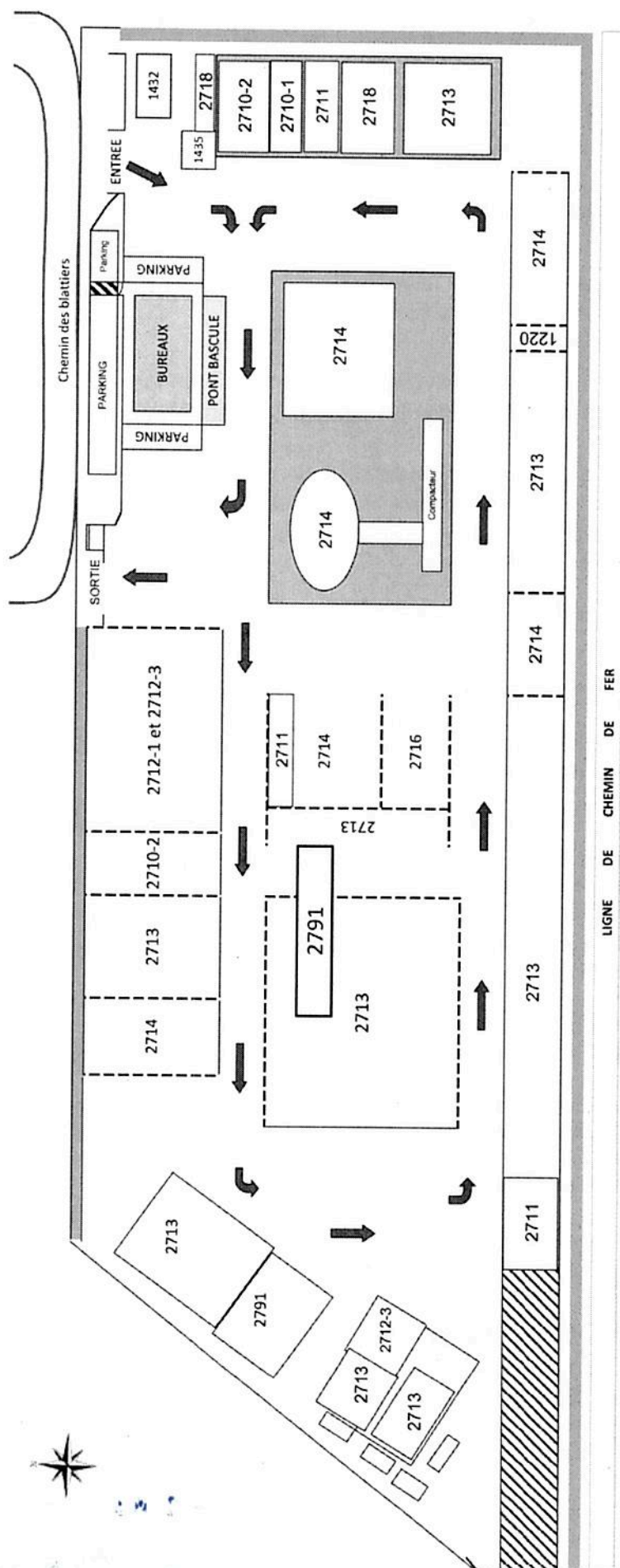
**02 MAI 2023** Le préfet

Pour le préfet,  
la secrétaire générale de la  
préfecture de Saône-et-Loire  
**Agnès CHAVANON**



# ANNEXE 1 - Plan de localisation des installations

Société  
EPUR CENTRE  
Site de Digoin



## ANNEXE 2 - schéma de principe des réseaux

